

REDACTION-ADMINISTRATION
142, Rue Montmartre
PARIS (2^e Arr.)
Téléphone : Central 07-67
ADR. TÉLÉGRAPHIQUE : Natpopul-Pari
DIRECTEUR POLITIQUE
JEAN LONGUET
DIRECTEUR LITTÉRAIRE
HENRI BARBUSSE
RÉDACTEUR EN CHEF
PAUL FAURE

Le Populaire

de Paris. Journal Socialiste du Soir

L'Union des travailleurs fera
la paix du monde.
ANATOLE FRANCE

10 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 1 an
PARIS (y compris le port) : 6 fr. 11 fr. 20 fr.
Départements : 8 fr. 14 fr. 26 fr.
ÉTRANGER : 10 fr. 18 fr. 35 fr.
ABONNEMENTS AU NUMÉRO : 6 mois 1 an
PARIS ET PROVINCE : 4 fr. 6 fr.
ÉTRANGER : 6 fr. 8 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.
Publié aux Bureaux du Journal

POLITIQUE CLAIRE

Malgré une intervention pressante des chefs de la droite du Parti, le Congrès, à une écrasante majorité, a décidé de fixer à nouveau par un texte, que l'on connaît déjà, la politique générale du socialisme français.

Pouvait-il vraiment en être autrement ?

Certains objectaient que la résolution sur le programme électoral suffisait. Erreur grande. D'abord ce programme paraît à beaucoup, même à ceux qui l'ont voté, une chose forcément vague et incertaine, bonne au plus pour un jour de bataille et pour un objet spécial, mais qui ne saurait servir de cadre à un exposé précis de la doctrine et de la pensée révolutionnaire du Proletariat socialiste.

Personne n'aurait compris qu'un Congrès National, tenu dans des circonstances aussi graves, ne fixât pas la ligne de conduite du Parti. J'espère que cela se fera en termes clairs.

La guerre est terminée sans l'être. En tout cas, la paix n'est pas encore signée.

Les partisans du socialisme de guerre nous avaient dit que leur participation au pouvoir bourgeois, leur adhésion aux buts poursuivis par les gouvernements alliés devaient être justifiées par les extraordinaires bienfaits d'une paix victorieuse.

C'était le droit reconnu à tous les peuples opprimés de proclamer leur indépendance, c'était la destruction assurée de tous les militarismes, c'était la guerre rendue impossible par l'établissement d'une Société des Nations organisée pour résoudre pacifiquement tous les conflits.

Voilà pourquoi, pour quels objectifs, les dirigeants de notre Parti, pendant près de quatre ans, furent ministres ou ministères, remirent les principes traditionnels du socialisme et invitèrent les travailleurs à se mettre à la pointe du combat.

L'heure est venue, du moins elle est proche, où il va être possible d'établir le bilan des promesses faites dans l'ordre des réalisations.

Déjà, sans être grand clerc, on peut, non plus seulement prédire comme nous n'avons cessé de le faire, mais enregistrer la plus formidable et la plus irrémédiable des faillites.

Certes, des militarismes sont par terre en quelques pays. Mais c'est le fait des révolutions ouvrières, particulièrement de cette Révolution russe déconseillée et déavouée à son début par les chefs socialistes des Nations alliées, bourgeoisement enrôlés sous l'étendard de l'Union sacrée, de cette Révolution dont la forme bolcheviste d'aujourd'hui est encore, par la plupart des mêmes hommes, si sournoisement attaquée. Mais, chez nous, dans les sphères gouvernementales, c'est le militarisme le plus brutal et le plus inintelligent qui commande en maître.

Ne la voyons-nous pas, en effet, déjà fonctionner, et de plus avec ses éléments les meilleurs, puisque les « nations de proie » n'en font pas encore partie et que le tribunal de Paris ne contient que des bons juges, des défenseurs du Droit et de la Justice ? Or, les armées de la Société des Nations, de la fraction épurée de la Société des Nations, opèrent en Mourmanie, à Arkhangel — ce n'est pas avec l'assentiment de leurs chefs si elles ne sont plus en Ukraine et en Crimée — où elles cherchent à assassiner la Révolution et à violenter des peuples en plein effort d'affranchissement social.

Nous n'avons pas à éprouver de surprise de tout ceci. C'était le terme fatal d'une guerre conduite par les classes bourgeoises.

Bien avant la victoire d'ailleurs, la peau de l'ours impérialiste avait été négociée et nul ne l'ignorait chez ceux qui voulaient maintenir le socialisme dans cette galère de la guerre du droit. On

Le Congrès socialiste doit tirer la philosophie générale et les conclusions révolutionnaires de ce grand drame.

M. Lloyd George et « le Jeune Américain »

ET APRÈS ?

Les Allemands, qui ont le choix entre subir les infonctions des Alliés ou subir l'invasion de leur pays, ont décidé d'envoyer à Versailles des plénipotentiaires autorisés. Mais si autorisés que soient Brockdorf-Rantzau et sa suite, ils ne sont pas autorisés à souscrire à une paix qui violerait les propositions du président Wilson. Leurs pouvoirs vont jusqu'à l'acceptation des principes wilsoniens, pas au delà. Si les conditions proposées, ou, plus justement, imposées, par les Alliés, paraissent inacceptables à la délégation allemande, celle-ci soumettra le projet de traité à l'Assemblée de Weimar ou à un plébiscite populaire. Ainsi, l'heure de la paix n'a pas encore sonné.

L'IMPERIALISME

La censure nous a interdit, hier, de parler de l'imperialisme italien. M. Gouvain et les Débats en détiennent-ils le privilège ? Ce que nul ne peut nous empêcher de dire, c'est que les convoitises italiennes sur la côte dalmate se heurtent aux revendications yougo-slaves et que le traité secret de 1915, que nos gouvernements essaient de faire jouer aujourd'hui, n'a été approuvé ni par les gouvernements des Etats-Unis et de Serbie, ni par aucun des peuples au nom desquels certains politiciens prétendent parler. Un journal annonce ce matin que le cabinet de Rome fait valoir « que la défaillance de la Russie a imposé à l'Italie des efforts supplémentaires qui comportent une compensation ».

LE JEUNE AMERICAIN

Les socialistes se donnent beaucoup de mal pour obtenir des gouvernements des déclarations sur la politique qu'ils suivent et la situation où ils évoluent. Mais lorsqu'ils parviennent à leur arracher quelques paroles, ils n'obtiennent que mensonges. Dans ces conditions, n'est-il pas surprenant de faire parler malgré eux M. Clemenceau ou M. Lloyd George, qui se soucient si peu de la vérité ?

Dans son discours récent aux Communes, M. Lloyd George affirma que la Conférence n'avait pas été saisie d'un rapport « d'un jeune Américain » qui revenait de Russie. Le correspondant des Daily News, à ce propos, affirme (et nous pouvons confirmer le fait) que le « jeune Américain » fut invité à déjeuner par M. Lloyd George à son arrivée à Paris, que le Premier anglais, comme plusieurs hommes d'Etat alliés actuellement à Paris, fut profondément impressionné par le rapport du « jeune Américain », et que l'influence du « jeune Américain » fut décisive pour faire accepter par les gouvernements alliés la proposition de l'explorateur Nansen, en faveur du ravitaillement de la Russie.

L'histoire du « jeune Américain » méritait d'être retenue, ne fût-ce que pour illustrer la mauvaise foi des gouvernements quand ils sont à la tribune parlementaire.

PAIX AVEC LA RUSSIE

Ce n'est pour personne un secret que le « jeune Américain » n'est autre que Mr Buttitt, qui, accompagné de Mr Steffens, a rapporté de Russie des informations probantes et des documents décisifs, qui infirment les calomnies répandues au sujet des bolcheviks, et qui militent en faveur de la paix avec la Russie et de la reconnaissance du gouvernement des Soviets. Espérons que la Conférence dite « de la paix » se décidera enfin à conclure la paix avec la Russie.

Un hydravion géant

Bordeaux, 22 avril. — Un hydravion géant vient de faire ses essais au-dessus de la Garonne, d'où il est parti et où il s'est posé dans d'excellentes conditions.

Muni d'un seul moteur de 500 H. P., à 18 cylindres, avec démarrage à air comprimé, cet hydravion a une coque aménagée pour recevoir quinze passagers.

L'appareil a été entièrement construit à Bordeaux.

Londres. — Le Daily Mail apprend que sir Eric Geddes, ministre des transports, a été nommé membre du cabinet de guerre. Le journal estime que cette nomination est une mesure intelligemment prise.

La SITUATION en ÉGYPTÉ

Londres, 22 avril. — Le correspondant du Times au Caire télégraphie que, quoi que les conditions soient devenues presque normales dans un grand nombre de parties de l'Égypte, le calme n'existe seulement qu'à la surface. « Il y a, ajoute-t-il, de sérieuses raisons de craindre que si les troupes étaient retirées, les désordres recommenceraient à se produire un peu partout ».

Les chemins de fer ne circulent que pour les besoins militaires.

DEMAIN : 4 PAGES

Il doit dire :

Pas de guerre du droit en régime capitaliste.

Pas de paix juste et durable sous des gouvernements bourgeois.

Pas de Société des Nations capable de garantir efficacement un ordre international acceptable par les classes ouvrières sous la domination bourgeoise.

Tout cela signifiait bien entendu : Pas de trêve pour les prolétaires tant qu'ils n'auront pas conquis de haute lutte tout le pouvoir politique et établi par le socialisme les seules bases possibles d'un ordre national et international.

Paul FAURE.

LA TROISIÈME JOURNÉE Le CONGRÈS du PARTI

LE DÉBAT D'HIER SOIR

C'est Goudé qui présida, et si la première partie de la séance lui permit un rôle facile, il n'en sera pas de même de la seconde : un incident tumultueux sera soulevé par une honnête insinuation du citoyen Renaudel contre lequel le Congrès manifestera vigoureusement en dépit des efforts impartiaux du président.

PREMIÈRE SÉANCE

La séance s'ouvrit à 3 heures, car on avait fini tard dans la matinée.

Après quelques mots de Lamiron sur les Jeunes socialistes, Loriot vint défendre son programme... en combattant celui de la C. A. P. D'ailleurs, au milieu de quelques incidents sans importance, nés d'échange de réflexions entre Loriot et des interrupteurs, il a semblé que la pensée de la majorité était bien voisine de celle de la majorité actuelle. Et cette ressemblance était telle qu'un bon nombre de congressistes d'extrême gauche, venus de province, elle est apparue comme une identité. Et beaucoup se demandaient pourquoi l'« Idée unique » avait dégénéré en des motions multiples !

Léon Blum prononça ensuite un discours qualifié d'admirable par le Congrès, qui en décida l'édition.

Blum défendit le programme électoral de la C. A. P., qui répond, selon lui, au besoin d'unité du Parti.

Puis on décida une suspension de séance.

DEUXIÈME SÉANCE

A la reprise, sur la proposition de Frossard, le Congrès vota la clôture du débat sur le programme électoral : on nommera une commission des résolutions à raison d'un membre par 50 mandats.

Le débat sur la politique générale est alors abordé.

Engel, de Seine-et-Oise, vint reprocher à certains élus du Parti d'avoir un double langage : celui du Congrès et celui des circonscriptions.

Alexandre Blanc rapporta la défense du point de vue d'extrême gauche, « où il s'est placé et où il reste ».

« Croyez-vous, conclut-il, qu'il sera facile de dire à ceux que vous avez appelés à la révolte : Attendez un moment, l'heure n'a pas encore sonné à la pendule révolutionnaire. Non : la révolution ne fait pas attendre. Et si elle n'est pas faite par le Parti socialiste, elle se fera contre le Parti socialiste ».

Ponnard du Jura, vint demander au Congrès d'imposer une commission spéciale d'étude des problèmes d'organisation sociale, afin que nous ne soyons pas pris au dépourvu au cas où la révolution surviendrait.

Une discussion un peu confuse surgit ensuite à l'occasion des manifestations du Premier mai, interdites dans l'Indre-et-Loire, Bonfond, Longuet, Luquet, Lafont, Renaudel, Sembat intervinrent et on décida finalement de laisser aux organisations ouvrières toutes les initiatives relatives à une manifestation qui émane d'elles.

Et on reprend le débat sur la politique générale. Albert Thomas demanda que le Congrès décide à ce sujet de la méthode de travail dont il veut user. Il estime que deux courants se sont dessinés dans la salle au cours des séances : l'un pour l'unité, l'autre pour la répartition.

« Il faut l'unité et l'épuration, lui répond Longuet, comme au lendemain du Congrès d'Amsterdam, où Jaurès travailla pour une unité qui excluait les Millerand et les Briand ».

Cermolani, des Bouches-du-Rhône, vint renforcer la thèse de Longuet par la lecture d'un article d'Albert Thomas, où il est question de la « guerre juste » et il conclut : « L'adhésion de certains n'est que du bout des lèvres ; ils n'ont rien appris et rien oublié ».

Frossard demande que le programme électoral et la politique générale soient séparés et Renaudel déclare ne rien renier de son action passée.

L'INCIDENT RENAUEL

C'est alors que l'incident, dont nous avons parlé plus haut, va être soulevé : incident dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne fait pas honneur à celui qui en fut l'auteur : le citoyen Renaudel.

Au moment où Longuet, applaudi par tout le Congrès, constatait que la politique actuelle du Parti avait triomphé contre la politique de l'ancienne majorité et que la preuve en était dans l'augmentation formidabile du tirage de l'Humanité, le citoyen Renaudel, à bout d'arguments sérieux, tenta de la calomnie en demandant à Longuet d'où venait l'argent de l'Humanité.

La question était à peine posée que tout le Congrès, debout, hurla le député du Var. Et, de tous les points de la salle, partit la même réponse à l'adresse de Renaudel : « C'est nous qui avons donné l'argent de l'Humanité ».

Renaudel tenta en vain de s'expliquer ; mais son misérable argument avait excité trop de légitimes colères pour qu'il put arriver à se faire entendre.

Enfin, le calme revint. Après une intervention de Bracke et d'A. Thomas, le Congrès décida de saisir la commission des résolutions des questions du programme électoral et de l'Internationale.

Mais il a fallu voter pour savoir, si de même, elle serait saisie d'une déclaration de politique générale.

Le Congrès répondit par l'affirmative, à une grosse majorité.

Et, avant de se séparer, la salle vota une motion demandant la nomination d'une commission d'enquête sur les insinuations dirigées par Renaudel contre le Populaire.

C'était la conclusion logique de ce triste incident. Ainsi que la dit notre ami Longuet, on pourra voir « à un seul près » les comptes du journal. Mais après, il faudra bien que le Parti dise s'il tolère que des hommes, qui ont la prétention de fixer encore une partie de la Pensée socialiste, viennent ramasser dans la boue de l'Action française les pires insinuations pour les lancer contre d'autres militants du Parti.

Eugène FROT.

A la suite de l'incident Renaudel, le Congrès des Amis du Populaire nous fait parvenir la protestation suivante :

Le Congrès des Amis du Populaire, réuni le 21 avril, rue de Bretagne, proteste contre les lâches accusations portées à la tribune du Congrès du Parti par Renaudel.

Pour le Congrès :
Le secrétaire : Méric.

A LA COMMISSION
DES RÉSOLUTIONS

La commission des résolutions nommée hier soir s'est réunie ce matin au siège du Parti. Une sous-commission chargée d'examiner les motions accessoires a été d'abord désignée. Une proposition du Jura tendant à la constitution d'une commission de techniciens en vue d'appliquer le programme socialiste au lendemain d'événements révolutionnaires a été adoptée. La commission sera nommée par la C. A. P. en accord avec la C. G. T.

On a ensuite désigné les rapporteurs sur les trois principales questions retenues par le Congrès. Il y aura trois rapporteurs sur les programmes électoraux : Blum, Loriot et Verzeuil.

Au nom de vingt fédérations, Bouthonier a déposé une motion de politique générale acceptée d'ores et déjà par l'unanimité des minoritaires et la grande majorité des kienhadiens. C'est lui qui la rapportera devant le Congrès. Elle a été inspirée, comme l'a déclaré Renoult, par le désir de faire la plus grande majorité à gauche, et ce but sera certainement atteint. Le Parti ne peut plus désormais pratiquer qu'une politique nettement orientée dans cette direction.

La citoyenne Saumoneau a naturellement maintenu la résolution de sa fraction.

Erzberger parle

Bâle, 22 avril. — Un télégramme Wolff de Berlin rend compte des débats qui viennent d'avoir lieu à la séance plénière de la commission de négociations de paix à l'Assemblée nationale de Weimar.

M. Richthofen, démocrate, invita tout d'abord le gouvernement à tenter auprès de la conférence de Paris, et malgré le refus opposé par l'Entente aux propositions allemandes, de nouvelles démarches en faveur de l'institution d'un tribunal arbitral neutre qui serait chargé de se prononcer sur les véritables responsabilités de la guerre.

Erzberger répliqua : « Le gouvernement allemand ne peut consentir à livrer unilatéralement ses documents à la publicité. Il demande que la question, dans son ensemble, et non pas seulement ramenée à l'examen des faits qui s'y passeront dans les quinze derniers jours qui précéderont la guerre, soit soumise à l'instruction par un tribunal neutre impartial ».

Sur les relations d'Allemagne et de la France, Erzberger, poursuivant ses discours, dit le complet suivant :

« On prétend que Clemenceau se serait intéressé au ravitaillement de l'Allemagne ; cela est inexact. Aucun gouvernement du monde n'est plus capitaliste, plus chauviniste que le gouvernement de Paris. Nous saisirons avec joie toute occasion pour établir de meilleures relations avec la France ; mais pour cela il faut être deux ».

Après avoir affirmé que le gouvernement allemand fait tout son possible pour hâter le rattachement de l'Autriche allemande et contre-balancer l'agitation des Français, Erzberger assure que l'Allemagne est à tout instant disposée à conclure un armistice avec la Russie.

En concluant, il résuma ainsi ses déclarations :

« Après comme avant, la politique allemande se base sur les 14 points de Wilson et l'accord du 11 novembre ». — Radio.

Où est le devoir ?

L'Internationale est divisée. Le schisme est ouvert. Il n'est pas un socialiste sincère qui n'en souffre comme d'une mutilation.

D'un côté, l'Internationale bolcheviste avec les Russes, les Suisses, les Italiens, les Hongrois, les Spartakistes d'Allemagne...

De l'autre côté, l'ancienne Internationale, ou plutôt ce qu'il en reste...

Où est le devoir ?

Rester fidèle à la II^e Internationale ou adhérer à la III^e ?

Berne ou Moscou ?

Nous savons mal ces choses, nous, les jeunes hommes qui n'avons pas connu les déchirements d'avant l'unité. Nous avons appris, pourtant de nos anciens, quelle allégresse profonde avaient ressentie les militants du Parti Socialiste Français et du Parti Socialiste de France quand ils sortirent, fraternellement réconciliés, de la salle du Globe...

Alors quoi ? Recommencer ces byzantines querelles de premiers chrétiens ? Cette guerre à coups de ciseaux et d'épingles, sous les yeux amusés de l'oligarchie capitaliste... en attendant pire, peut-être ?

Où, au contraire, choisir, si nous y sommes contraints, Schindler contre Spartacus, Tchekovky contre Lénine, Mussolini contre Serrati ? Bernstein, dont la noble attitude pendant la guerre, força notre respect, vient de choisir. Il a été sergent la main de l'assassin Noske.

Kautsky, l'auteur du Programme d'Erfurt, accepte d'être ambassadeur du gouvernement de Scheideemann...

Je ne blâme pas ces hommes. Je sens seulement qu'il m'est impossible de les suivre...

Mais alors, où est le devoir ?

Les socialistes de 1919 connaissent donc ce vaillamment douloureux de la conscience qui fait souffrir l'homme généreux auquel s'offre ce dilemme amer : ou bien le parjure et l'hypocrisie dans l'orthodoxie, ou bien le schisme dans la foi. Et malheur aux hommes de génie et de bonté qui refusent le choix ! Entre les deux fureurs, ils sont vainement broyés.

Dans une Internationale d'où les meilleurs éléments ont fui, comment obtenir d'une majorité de renégats la légitimité de leur trahison ?

Et, d'autre part, comment se résoudre à se séparer d'hommes qui reviennent, après une erreur terrible, à la vérité ?

Telle est pourtant l'alternative où nous place le geste hâtif et brutal du Congrès de Moscou.

Un seul recours demeure à la dernière invitation lancée aux groupements de la III^e Internationale.

Il faut qu'on négocie. Il le faut pour l'unité de l'Internationale. Car, si les négociations échouent, j'en suis sûr que se décideront à rejoindre la plus vivante, la plus pure, la plus claire... non pas celle des peuples vieillards, abondante en alexandrins doctrinaires et en phraseologie démocratique... Mais l'Internationale farouche née de la guerre, de la famine, de la révolte, celle des ouvriers et des soldats.

Raymond LEFEBVRE.

EN ESPAGNE AUSSI...

ON PERSECUTE LES RUSSES

Les mesures d'inepte répression dont les sujets russes ont été l'objet en France s'exercent aussi de l'autre côté des Pyrénées.

La peur du bolchevisme est la même auprès des différentes sections de l'Internationale bourgeoise ! Capitalistes espagnols et capitalistes français, en désaccord sur le Maroc, dont ils voudraient les uns et les autres, la plus grosse part, se réunissent en une même haine des révolutions populaires et surtout de la Révolution russe, qui symbolise en ce moment les aspirations prolétaires.

Sous prétexte de bolchevisme, on avait jeté en prison des gens paisibles, des ouvriers, des intellectuels, des commerçants, qui, persécutés partout, étaient venus chercher l'hospitalité en Espagne. La plupart d'eux ne s'étaient jamais occupés de la politique. Les arrestations s'effectuaient sur des simples dénonciations des concurrents, souvent sur les indications du consul russe à Barcelone, extrêmement réactionnaire, créé encore sous l'ancien régime et hostile à la nouvelle Russie. La police faisait du zèle et cherchait à tirer de cette affaire des avantages pécuniaires en extorquant, par menaces d'arrestation, de l'argent à ceux qui en avaient.

Dernièrement, il y a eu un départ de bateau de Barcelone pour Odessa.

La plupart des Russes arrêtés, puis embarqués, n'avaient même pas eu la possibilité de prendre avec soi un petit paquet de linge. Sous une escorte militaire très sévère, dans des conditions hygiéniques terribles, ils étaient traités comme des voleurs ou des assassins. Leur seul crime était celui d'être Russes.

On parle d'un autre bateau qui doit partir, sous peu, de Barcelone avec des Russes et autres étrangers expulsés. Les persécutions continuent. Les Russes souvent n'ont pas, par crainte d'arrestation, couché chez eux, n'osent pas avoir des relations entre eux, font les morts.

Le gouvernement de M. Maura n'a rien à envier à celui de M. Clemenceau !

La mort de Védérines

L'aviateur Védérines, qui caressait depuis longtemps l'espoir d'exécuter le raid Paris-Rome et retour dans la même journée, a voulu mettre ce beau projet à exécution hier matin avec son mécanicien. Signalés successivement à Sens, Laroche, Dijon, un brusque télégramme de Saint-Rambert-d'Albon (Drôme) annonçait la chute mortelle des passagers de l'appareil, vraisemblablement brisés en plein vol. Le courrier emporté par les malheureuses victimes fut recueilli, et les corps placés dans une grange.

D'un tempérament fougueux et toujours plein d'ardeur, il voulait arriver coûte que coûte et de simple mécano qu'il était en 1909, Védérines comptait parmi les meilleurs pionniers de l'air actuels.

Il ne faut pas oublier le vaillant compagnon de l'aviateur, Marcel Guillaud, mécanicien de premier ordre, auquel le monde ouvrier ne pourra que rendre hommage pour sa science et son désintéressement.

POLITIQUE INTERNATIONALE

LE TRAITÉ SECRET

Depuis plusieurs jours, les chefs de gouvernement délibèrent sur le problème de l'Adriatique. Hier soir, ils n'avaient pas progressé d'une ligne. On sait comment la procédure s'est engagée et a évolué. D'abord, MM. Clemenceau, Wilson, Orlando et Lloyd George ont statué sur l'affaire de Fiume, qui semble commander maintenant toute la discussion. Puis M. Wilson s'est retiré, en alléguant qu'il n'avait pas signé le pacte secret d'avril 1915, qu'il n'avait, par suite, aliéné à aucun égard sa liberté, et qu'il préférerait laisser en présence ceux qui avaient souscrit à cet accord.

Les positions prises sont les suivantes, car il faut les bien préciser et le différend en suspens est un des plus graves parmi ceux soumis à la Conférence.

L'Italie réclame la côte dalmate, du sud de Fiume jusqu'au delà de Sebenico, en vertu du traité secret de 1915, mais elle revendique de plus Fiume, en faisant valoir l'italianité de la ville et aussi les services supplémentaires que ses troupes ont rendus à l'Entente après que la Russie fut sortie de la guerre.

La difficulté est entre le cabinet de Rome et l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes — qui refuse de livrer soit Fiume, soit la côte dalmate, et qui proclame le caractère purement slave de ce littoral. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement, comme bien l'on pense, d'un territoire, mais du sort d'une population de plusieurs centaines de milliers d'âmes.

Les autres puissances pourraient jouer aisément le rôle de conciliatrices, mais la France et l'Angleterre, ou, plus exactement, leurs gouvernements, qui ont signé le traité secret de 1915, sont liés. S'ils interviennent contre la Serbie, en faveur de l'Italie, la Serbie leur répond qu'elle ne connaît pas et surtout qu'elle ne reconnaît pas un accord diplomatique conclu en dehors d'elle. S'ils interviennent contre le gouvernement de Rome au profit de la Serbie, M. Sonnino leur oppose le papier que les cabinets de Paris et de Londres ont revêtu de leurs signatures.

On a imaginé de mettre face à face les seules chancelleries qui ont établi le pacte de 1915. Mais la besogne qu'elles vont accomplir, en admettant qu'elles aboutissent, ne sera qu'un vulgaire et informe maquignonnage. L'Italie, en échange de Fiume, sera invitée à céder tant d'habitants du littoral dalmate. C'est bien le cas de dire — comme M. Wilson le proclama jadis, dans un de ses messages — que des hommes ne sauraient être vendus et achetés à la façon des pâturages et des troupeaux. Mais la diplomatie internationale a oublié depuis novembre qu'il y avait un droit des peuples. Cette négociation obscure et répugnante autour d'un traité secret. C'est bien le propre de la politique capitaliste. Et dire qu'à l'heure où ce pacte de 1915 fut signé, des élus de la classe ouvrière étaient au pouvoir à Paris et à Londres !

PHEDON.

Les Journaux de ce Matin

LA PAIX

C'est un sujet assez intéressant pour qu'il précède l'opinion. Les journaux, ce matin, nous servent deux sons de cloche.

Le premier rappelle une chanson ayant eu quelque succès avant la guerre et qui disait :

Tout va bien !
D'quoi qu'on s'plaint ?

Cette note optimiste est donnée, peut-on s'en étonner, par l'Homme libre. Son éditorial flétrit les pessimistes de la paix et, les rapprochant des pessimistes de la guerre, réclame pour eux la grosse Bertha. Comme de juste, si les gens ne sont pas satisfaits, c'est la faute des Allemands :

Les Allemands ont, en effet, pendant que les Alliés établissaient les conditions de paix, disposé des batteries bien défilées et préparé des bombes à retardement pour accompagner une offensive diplomatique en règle. A chaque fois qu'un pétard va éclater, allons-nous écrire que tout est perdu et que toutes nos victoires sont remises en cause ?

Certes non, nous ne doutons pas que nous ayons la victoire : on a rétabli les musiques de la foire du Trône, n'en est-ce pas un signe certain ? Par malheur, Victor Marguerite (le Pays) n'est pas si content :

Hier, une Europe assoiffée de repos, ivre d'espérance, et à laquelle Wilson, dont l'Évangile en quatorze articles fit pour la victoire autant que nos armées réunies, apparaissait l'architecte du monde nouveau, un monde qui eût été facile, alors, d'édifier sur la table rase des ruines...

Aujourd'hui, une Europe divisée, en pleine éruption d'impérialismes, fruites amers du triomphe... Europe des gouvernements, non des peuples, et dont à huis-clos, — et dans un isolement où, à défaut de la voix et du vote des foules, pénétré seul le conseil des vieilles autocraties diplomatiques et militaires, — le quatuor, le trio, le duo (on ne sait plus) agissent d'élaborer, avec son traité de cent-vingt mille mots, un avenir chargé de combien de maux ?

Il y a vraiment des gens difficiles pour ne pas déclarer que tout va pour le mieux dans la plus libre des Républiques !

LA CENSURE ET LA PRÉSSE

Il y a bien Paul Meunier (Vérité) pour trouver que la presse ne possède pas toute puissance de parole, mais c'est un mauvais esprit, un pessimiste encore problématique. A Londres, les journaux informent leurs lecteurs de ce qui se passe en Egypte, mais...

A Paris, nous devons nous faire sur ces événements. Le gouvernement français doit donner ainsi, par le moyen de sa censure, une preuve éclatante d'amitié ou de complaisance aux ministres anglais, qui sont nos hôtes.

En revanche, certains de nos confrères ne peuvent impunément mener campagne contre le Président Wilson, qui veut faire la paix des peuples : ils peuvent dénoncer les ambitions démesurées de M. Lloyd George ; ils peuvent, comme Les Débats l'ont fait hier, flétrir la « funeste politique » de M. Orlando, pour soutenir passionnément la politique impériale du gouvernement français ; tout cela est permis, la censure ne s'oppose à rien, et le gouvernement français prend ainsi tout à sa charge.

Quel bon gouvernement, et que nous avons mauvais goût de nous plaindre !

LES PRIMAIRES

Dans la Petite République, Ch. Valentino demande la mise en valeur des individus. L'instruction primaire du peuple est, en effet, une douce blague, comprise telle qu'elle est :

La République s'est préoccupée d'assurer à chacun une instruction tout au moins primaire : c'est une amorce de mise en valeur des individus qui coûte fort cher, dont on ne saurait trop apprécier les résultats, mais dont on ne tire pas tous les avantages ; car cette première mise en valeur est absolument insuffisante des instants qu'elle n'est pas complétée par une judicieuse exploitation de l'instruction reçue et des qualités développées par cette instruction.

Les adversaires de l'instruction obligatoire, à ce point de vue, n'ont donc pas tout à fait tort quand ils lui reprochent de faire des mécontents et des déçus.

C'est entendu. Seulement, les adversaires de l'instruction obligatoire préfèrent la voir supprimer totalement plutôt que d'accorder l'enseignement secondaire au peuple ou même cette culture des facultés naturelles dont on se préoccupe si peu dès qu'il s'agit de la classe ouvrière.

LE SOCIALISME ET L'AVENIR

Aussi, pour conclure, proclamons avec Rapoport (Journal du Peuple) que l'avenir de

l'humanité est dans le socialisme, devenu réalité et réalité pratique :

Il n'y a donc qu'une issue : la conquête du pouvoir par le prolétariat producteur, en vue de faire du socialisme une réalité immédiate. Humainement à choisir entre la ruine et le triomphe d'une organisation rationnelle d'une production intense par la société communiste. Pour exister, la société doit se faire communiste. La paix sociale et internationale est à ce prix. Le capitalisme a fait faillite ; il s'est suicidé. Au lieu de pleurer inutilement sur sa tombe, faisons appel aux vivants, et fondons le nouveau monde. Le socialisme devient une question éminemment pratique. C'est une question de vie et de mort pour l'humanité. Nous voulons vivre. Et voilà pourquoi nous sommes socialistes. En dehors de la réalisation la plus rapide possible du socialisme, il n'y a que chaos et misère, guerre et ruine, mensonge et hypocrisie.

Intérim.

A la Foire du Trône

Tournez galement au son des tambours.

Avant la guerre, les petits cochons en pain d'épice valaient deux ou trois sous aux barreaux de la Foire du Trône. Depuis l'ouverture de la foire, ces petits cochons-là en valent douze. Les prix ont triplé.

Avant la guerre, un tour au manège de chevaux ou de cochons de bois le plus résistissant, coûtait six sous à l'ouverture de la foire et descendait à quatre. Et maintenant ? Un tour de trois minutes sur un manège ordinaire coûte vingt sous. Un tour au manège des avions, le tour des « rups », ça vaut un franc cinquante. Tournez, payez, et comparez.

Tournez cent tours, tournez mille tours, Tournez galement au son des tambours.

Le Tigre sait que les jeux sont un moyen de gouvernement. Le Tigre ricane dans ses babines en vous regardant tourner.

L'affaire Humbert

COMME C'EST LONG !

On a eu envie hier, au conseil de guerre, d'aller goûter les joies des fêtes de Pâques, car l'audience fut levée de bonne heure. Trois femmes avaient été élues. D'abord M. Ribot. Il arrive toujours jeune et robuste, malgré son âge et fit savoir qu'il n'avait qu'à se lever de M. Alphonse Lenoir, qui était l'agent de publicité du ministère des Finances et remplissait ses fonctions à la satisfaction de tous.

M. Payelle, premier président de la Cour des Comptes, fit à son tour l'éloge de M. Alphonse Lenoir et comme celui-ci est mort « cet éloge est une oraison funèbre après... le bout de l'an ».

Seul, M. Edgar Lavy, qui donna des leçons de latin à Pierre Lenoir quand celui-ci avait 12 ans, monta à la barre. Il le trouva déjà à cet âge insatiable (il ne faut pas encore l'opium je pense) mais il fut toujours reconnaissant pour son professeur et celui-ci tint à lui rendre ce témoignage de fidélité.

Et après cette confession « d'un enfant de siècle » les juges levèrent l'audience. Aujourd'hui on entendra et toujours des témoins.

Maître JULES.

La catastrophe de la Jatte

Les obsèques de Henri Schwab, 18 ans, ajusteur à l'usine Clenghe Blin, qui a trouvé la mort le 24 mars dans l'accident du quai de la Jatte, seront célébrées mercredi 23 avril, à 2 heures 30 précises, à Asnières. On se réunira au domicile de ses parents, 8, rue du Potager. Nous adressons nos plus vives condoléances à la famille du pauvre petit Henri Schwab, aimé et unanimement regretté de tous ceux qui l'ont connu.

Les Amis du Populaire

Comité central. — Nous informons nos camarades de province actuellement présents à Paris, que nous tenons à leur disposition des listes de souscription. Les cent sous du « Populaire », se présentent aux bureaux du journal, 142, rue Montmartre.

10^e arrondissement. — Demain mercredi, à 20 h. 30, 5, rue de l'Hôpital-Saint-Louis, réunion plénière. Organisation de la Fête du 3 mai. Communication importante du délégué (urgence).

Bilancourt. — Ce soir, à 20 h., 125, bd de Strasbourg, réunion plénière (urgence).

La Vie ouvrière

CONTRE LE VERDICT INFAME

Nous avons reçu des ordres du jour de protestation des groupements suivants : Fédération socialiste ; Ligue des Droits de l'Homme ; l'Union des Syndicats de la Gironde ; Congrès fédéral d'Eure-et-Loir ; Section des locataires d'Oissel ; Groupe socialiste de Darnetal.

Les ouvriers tonneliers revendiquent.

La rapacité des négociants de Paris.

Le Syndicat des ouvriers tonneliers vient d'adresser à la Chambre syndicale des vins en gros de la Seine une lettre où il réclame le double des salaires en vigueur en 1914 et la journée de huit heures.

Cette lettre signale d'une part à l'attention de la Chambre syndicale les agissements odieux de certains patrons, dont la guerre semble avoir accru la rapacité. En voici un extrait :

En janvier dernier, nous écrivions à nouveau au Syndicat des négociants en vins pour revendiquer : 1^o Que l'ouvrier démolé, qui a conservé ses facultés de travail, soit repris par la maison qu'il occupait lors de sa mobilisation et la maison a conservé une marche normale de son commerce. 2^o Le travail et un salaire équitable pour les hommes démolés et compatriotes. 3^o Pour les collègues nationaux de la tonnellerie et de la manutention des vins en gros, la préférence au travail dans la région parisienne.

M. le président du Syndicat patronal nous répondait, au nom de ses mandants, que nos revendications étaient des plus logiques et il y souscrivait entièrement. Il ajoutait : « J'ai la conviction que la présente guerre apportera une nouvelle preuve du désir de notre Chambre syndicale de s'associer loyalement à l'œuvre de rapprochement entre patrons et ouvriers qui trouve sa meilleure expression dans l'amélioration progressive du sort de la classe ouvrière ».

Ce libéralisme traduit par votre président, en votre nom, est bien loin d'être appliqué par un très grand nombre de négociants en vins des Entrepôts de la Seine. Certains n'ont pas voulu reprendre leurs démolés, préférant les ouvriers de guerre, et, en présence du chômage, ne donnent que des salaires insuffisants en comparaison du coût de la vie. Enfin, il y en a qui, sans raisons justifiées, préfèrent les ouvriers étrangers à nos compatriotes.

A notre heure, nous ferons connaître publiquement ceux d'entre les négociants dont l'attitude et les piètres moyens sont les plus éprouvables.

De l'horrible guerre, les travailleurs font cette constatation : ceux qui ont le plus fait de bien, ceux qui ont le plus dur, que ceux-là n'apprennent rien dans la marche du monde, dans l'évolution humaine. A eux, les gros bénéfices : à leurs modestes collaborateurs les difficultés de la vie avec les maîtres salaires et parfois la maladie et le chômage.

CONVOCATIONS

LE PARTI

40^e Saint-Vincent-de-Paul. — 20 h., salle Pichet, rue Cal. 1.

41^e Section. — 21 h., r. du Général-Baïe.

13^e Section. — Réunion annoncée à lieu ce soir 22.

20^e Charonne. — 20 h. 30, rue de la Réunion, 21. Comité administratif.

Clichy. — 20 h. 30, rue de Paris, 60.

13^e Jeunesse. — 20 h. 30, rue Geoffroy-Lasnier, 13. Le Congrès.

15^e Jeunesse (Groupe théâtral). — 20 h. 30, rue Lecourbe, 230. La fête. Questions diverses.

Présence urgente de tous les camarades.

École socialiste marxiste. — 49, rue de Bretagne, à 20 h., réunion du Comité.

LES SYNDICATS

Fédération Américaine. — 20 h. 30. Conseil fédéral au siège.

Fédération du Sillage mécanique. — 9 h., au siège.

Bâtiment (Boulogne). — 20 h. 30, réunion intercorporative, boulevard de Strasbourg, 123. Traités heures. Semaine anglaise, par Chazot et Maucoulin.

Boulangers. — 20 h. 30, au siège.

Chemins (Centraux-Est). — 18 h. 15, Bourse du Travail, Assemblée générale.

Paris-Est. — 20 h. 30. Comité, rue de la Grange-aux-Belles, 39.

Paris-Etat (R. D.). — 18 h., rue Joffroy, 1. Cochers-chauffeurs. — 20 h. 30, Bourse du Travail, 1^{er} Mai.

Habillement. — 20 h. 30, annexe rue du Boul. (Séance urgente de tous les camarades).

Peintres en bâtiment. — 20 h. 30, Conseil.

Produits chimiques (Section des produits pharmaceutiques). — 20 h. 30, salle Jaurs, Bourse du Travail.

Tourisme en typique. — 20 h. 30, au siège, rue du Château-d'Eau, 3. Commission.

Boulangers (Section de Vincennes). — Demain mercredi, à 16 h., salle Huart, rue de Fontenay, 93.

LES COOPERATIVES

Union des Coopératives (Cercle de Pantin). — 20 h. 30, rue de Paris, 149.

Cercle Bellevillois. — 20 h. 30, rue Boyer, 21.

C. P. (Section Egalitaire). — 20 h. 30, salle des Pupilles, rue de Saint-Meuse, 17.

Ecole coopérative. — Rue de l'Entrepôt, 13. Histoire de la Coopération, par Gaultier.

DIVERS

Coopération des Idées. — 20 h. 30, faubourg Saint-Antoine, 157.

LES LOCATAIRES

Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Inférieure). — Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 h., au siège social, avenue Coopération, rue Gambetta, 2, au premier étage. S'adresser pour renseignements, au secrétaire, 66, rue Lazare-Carnot.

LES SPORTS

Star-Club (Le Perreux). — 20 h. 30, à la Coopération. Assemblée générale.

COMMUNICATIONS

LE PARTI

Le Congrès des Jeunesses

Le Congrès des Jeunesses socialistes, dans sa deuxième journée, a fait ressortir, dans ses débats, l'ardeur de propagande qui anime tous les groupements.

On a décidé d'envoyer au Congrès du Parti une délégation qui lui demandera son appui moral et financier pour le journal « La Voix des Jeunes », dont le succès s'affirme. Le délégué Frossard, secrétaire du Parti est venu promettre au Congrès de faire tout le possible pour que la C. A. P. vote une subvention au vaillant organe des Jeunesses socialistes.

LES SYNDICATS

Dans l'Habillement

La section des « pompiers et pomprières » a adressé au Syndicat patronal une lettre dans laquelle elle réclame la semaine de travail de 44 heures et un minimum de salaire de 120 fr. par semaine.

Elle lui a invité à donner une prompt réponse, qui sera communiquée à l'assemblée générale, qui a lieu ce soir mardi, à l'annexe de la rue du Boul.

Les Congrès corporatifs

Le Congrès des employés, dans sa première journée, a décidé, après un long débat, de porter la cotisation fédérale de 10 à 35 centimes.

Un grand débat s'est engagé sur la question des salaires et de la vie chère. Il s'est terminé par la constitution d'une Commission qui sera chargée d'étudier le problème et de déterminer l'échelle des salaires.

Le Congrès des dessinateurs a posé, dans sa dernière journée, la question importante de l'adhésion de la Fédération au cartel intercardinal.

La Fédération des ouvriers de la tabletterie (tabletiers, broyeurs, papiers, peignes et parties similaires), a réclame, dans son Congrès, la semaine anglaise avec la journée de huit heures, l'annulation pour tous les délits politiques, et proteste contre l'acquisition de Villain et l'envoi de troupes en Russie. Elle a décidé le chômage général pour le 1^{er} mai.

DIVERS

Puteaux

Le Groupe d'Amis des journaux d'avant garde de Puteaux proteste contre le jugement inique rendu par le conseil de guerre de la 17^e région, le 4 avril, en acquittant des officiers coupables de vol et de préjudice de l'Etat. Il constate une fois de plus que, sous le régime de Clemenceau, la justice est faite au profit des puissants du jour et au détriment des pauvres et des travailleurs.

L'armée rouge internationale

Nous lisons dans le Journal de Genève cette intéressante information :

Henri Kagan, membre du parti socialiste roumain, un des organisateurs de la garde rouge roumaine, a déclaré à un correspondant du Pesti Naplo, qu'en Bessarabie, de nombreux régiments roumains combattent dans les rangs de la garde rouge russe. A Nagy-Varac, un Directeur révolutionnaire a été constitué pour la direction des gardes rouges des Roumains de Hongrie. Contre l'armement des soldats roumains franchissant la ligne de démarcation pour désertir, disant qu'il n'y a rien à manger et que les officiers les maltraitent.

Quant aux régiments français en Roumanie, le général Berthelot ne veut pas qu'ils s'immiscient dans les affaires de la garde rouge.

LES PREMIERES

VAUDEVILLE. — Le Mari, la Femme et l'Amant. Trois actes de M. Sacha Guitry.

La pièce plaît à M. Sacha Guitry, donc elle doit nous plaire. Le titre, une gaucherie. Un mou. Qui. Une pièce de Scribe signée et jouée par Sacha Guitry. Le don de déridier toute une assemblée. C'est l'enfant gâté du public, qui chérit la bonne publicité de sa vie privée. C'est de la bonne publicité, mais c'est aussi de la trop grande facilité, car M. Sacha Guitry, en se surveillant davantage et en travaillant quelque peu, se découvrirait peut-être du talent. Non, lui en découvrons bien.

Une pièce de Sacha Guitry ne se raconte pas. C'est de l'esprit boulevardier et l'on rit par habitude, comme après tous les bons mots. On rit d'entendre les autres rire et l'on s'en veut même d'avoir ri. Une fois de plus, nous assistons au triomphe du mufle (je parle de la pièce).

Un mari trompé, une femme adultère et un amant. C'est tout.

M. Sacha Guitry joue le rôle de l'amant avec un naturel, mais une désinvolture inquiétante qui nous fait oublier qu'il est tout jeune marié. Aussi bien, cela nous importe-t-il peu, n'est-ce pas ? Nous retrouvons dans son style toutes les banalités d'une conversation entre gens d'esprit facile.

M. Périé fait le mari et nous l'en plaignons. Il trouve parfois des intonations émouvantes et nous l'en félicitons. La femme, Mme Yvonne Printemps, est délicate, parfaite de spontanéité, de grâce, de caprice et de vérité. M. Baron fils est l'ami de la maison, enjoué, comique.

Mme A. Leitner-Delonde est agréable et M. Hieronimus fort drôle.

Cette pièce nous présente, en somme, la société finissante sous l'aspect d'un de ces foies déformés et tuméfiés dont on montre l'image aux enfants pour leur enseigner l'horreur de l'alcoolisme.

M. Sacha Guitry ne l'a pas — fichtre ! — fait exprès.

P. VAILLANT-COUTURIER.

LES SPECTACLES

OPERA. — Ce soir, 22 avril, relâche.

OPERA-COMIQUE. — 1 h. 15, Les Contes d'Hoffmann. — 7 h. 30, Carmen.

COMEDIE-FRANCAISE. — 1 h. 30, le Mariage de Figaro. — 8 h., l'Abbé Constantin.

ODON. — 8 h., Monsieur César, scénario public.

GAITE-LYRIQUE. — 8 h., Fra Diavolo.

THEATRE LYRIQUE. — 8 h. 15, le Petit Duc.

VARIETES. — 8 h. 15, la Fête escapade.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30, le Mari, la Femme et l'Amant.

CHATELET. — 2 h. 30, les Millions de l'oncle Sam, leon.

THEATRE SAINT-MARTIN. — 7 h. 30, Cyrano de Bergerac.

APOLLO. — 8 h. 15, Hetta ! Charley !

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES. — 8 h. 15, l'Algon.

THEATRE ROYAL. — 8 h. 30, le Fils.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 30, Phi-Phi.

THEATRE FEMINA. — 8 h. 30, la Marche à l'Étoile.

RENAISSANCE. — 8 h. 30, la Grèce des Femmes.

THEATRE MARIGNY. — 8 h. 30, Lysistrata.

NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30, attractions.

CABOT-ROUSSEAU. — 8 h. 30, attractions.

THEATRE DE PARIS. — 8 h. 30, le Roi des Pâtes.

THEATRE ANTOINE. — Relâche.

GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

EDOUARD-VII. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE FEMINA. — 8 h. 30, la Marche à l'Étoile.

THEATRE MICHEL. — 8 h. 30, la Marche à l'Étoile.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

THEATRE DES ARTS. — 8 h. 30, l'Arrose Volupté.

FEUILLES AU VENT

LES BONNES GRAINES

Quand le vent souffle sur le jardin, les graines s'éparpillent et vont de-ci de-là s'accrocher partout où quelque peu de terre végétale se trouve. Pas mal se perdent, mais il en reste toujours assez pour que germe la graine et s'enrichisse la fleur.

Je songeais à cela hier, en entendant les discours. Discours au Congrès, discours au banquet ; les mots sont autant de petites graines qui se posent et fructifient. Pas tous, mais je crois pourtant que nul effort n'est perdu, que nulle semence de justice ou de bonté ne reste stérile.

Les paroles s'envolent, les écrits restent, dit la sagesse des Nations. La sagesse des Nations émet pas mal de bêtises, c'est une justice à lui rendre. Si les paroles s'envolent, c'est ainsi que je vous le disais, pour ne nicher en quelque corymbe. Tout doux, tout doux parfois, elles font leur chemin, mais elles arrivent et c'est l'essentiel. On préférerait certainement plus de vitesse à leur marche ; au moins ne doit-on pas désespérer.

Quelques fois, il faut l'avouer, on perd courage. Autour de soi la bêtise, l'ignorance se dressent. Elles ne sont pas muettes non plus, elle parlent même beaucoup et très fort. La bataille des bonnes graines commence contre ces mauvaises herbes : elle est dure souvent, mais ces combats là sont utiles.

Les préférences s'éparpillent dans le soleil, la joie, le calme. Puisqu'une minorité seulement peut de ce qui la rend désirable, pouvons-nous être avec les satisfaits ?

Aussi les mots, les mots qu'il faudrait dire encore, jetons-les à poignées pleines comme les graines que la nature prodigue à la volée.

C'est peut-être la plus petite qui donnera le plus beau fruit.

FANNY CLAR.

— L'appât du roman criminel. — Il est possible que M. Landru ait tué deux femmes, trois femmes, quatre femmes. Il est possible qu'il soit innocent de ces disparitions successives : on ne peut encore rien affirmer ni dans un sens ni dans un autre.

Ce qui est certain, c'est que tous les cadavres de femmes vont être portés à son compte. L'appât du roman criminel se donne à l'envi. Depuis la guerre, on avait perdu le goût du crime sensationnel. La paix est proche, cela se sent : les journaux vont recommencer à gaver leurs lecteurs de crimes sanglants.